

# Les derniers combats de l'ancienne Berne : mars 1798

Autor(en): **Steinlen, Aimé**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **6 (1861)**

Heft 19

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-329402>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## LES DERNIERS COMBATS DE L'ANCIENNE BERNE.

Mars 1798. (1)

Plus encore que les autres sciences, l'histoire marche et se développe toujours ; il est rare qu'un événement soit irrévocablement fixé dans tous ses détails. Après les travaux approfondis de MM. Monnard, Tillier, Hottinger, de Rodt, l'histoire de la révolution helvétique, et de la chute de Berne en particulier, semblait achevée, et cependant il a paru depuis divers documents qui ont établi ou éclairci plus d'un point resté obscur. La publication capitale, sous le rapport politique en particulier, a été celle de la *Correspondance officielle du général Brune*, que M. le chancelier de Stürler, de Berne, a fait paraître dans les *Archives de la Société d'histoire suisse*, en l'enrichissant de notes précieuses. M. le conseiller d'Etat Lauterbourg, de son côté, dans son *Annuaire bernois* (Berner Taschenbuch) s'est attaché surtout au détail des faits. Il a inséré dans les derniers volumes de cet ouvrage des récits de témoins oculaires, dont plusieurs sont d'un haut intérêt. Cette année même, le *Taschenbuch* contient sur la chute de l'ancienne république de Berne un travail d'ensemble, dû à la plume du lieutenant-colonel Burkli, de Zurich, mort en 1851. Ce travail, écrit en 1825, n'est point irréprochable, l'auteur n'ayant pas eu à sa portée toutes les sources officielles, comme de Rodt, qui restera toujours au premier rang pour l'exactitude ; mais ce n'en est pas moins un des morceaux les plus intéressants qui aient été publiés sur cette époque. Militaire, et s'adressant à des militaires, Burkli raconte avec feu et avec clarté ; son coup-d'œil est pénétrant, et, grâce à ses relations avec plusieurs témoins oculaires, il a donné maint détail caractéristique oublié par les autres historiens. L'on peut aujourd'hui se faire une idée à peu près complète des événements militaires qui ont amené la chute de Berne, et je voudrais essayer, en profitant des travaux récents dont je viens de parler, d'en donner un aperçu rapide (2).

(1) Article de M. Aimé Steinlen, extrait de la Bibliothèque universelle.

(2) Outre de Rodt (*Histoire militaire des Bernois*), les principales de ces sources sont : *Récit du caporal Dubi*, attaché à l'avoyer de Steiguer (*Berner Taschenbuch*, 1856) ; *Souvenirs des quatre premiers mois de l'année 1798*, par le colonel Rodolphe d'Effinger, de Vildegg (*ibid.*, 1858) ; *Souvenirs de la révolution de 1798*, par le colonel de Buren ; *La prise de Soleure et le combat de Neueneh*, par R. de Freudenreich (*ibid.*, 1859) ; *Essai d'une histoire de la révolution du canton de Berne en 1798*, par le lieutenant-colonel J.-G. Burkli ; *Souvenirs de 1798*, par le conseiller J.-Rod. de Stürler (*ibid.*, 1861) ; *Correspondance du général Brune* (*Archives de la Société d'histoire suisse*, tome XII) ; *Le 5 mars 1798 à Neueneck*, par M. le professeur Lohbauer (*Archives de la Société historique de Berne*, tome IV, 4<sup>e</sup> cahier).

I

L'appui donné à la révolution du Pays-de-Vaud n'avait été pour le Directoire de la République française qu'un prétexte. Cette autorité poursuivait d'autres desseins. Après que le coup d'Etat du 18 fructidor eut écarté de son sein les deux amis de la Suisse, Carnot et Barthélemy, l'invasion de notre patrie était résolue. Divers motifs poussaient la France à cette agression.

D'abord, et peut-être essentiellement, une raison stratégique. L'on croyait peu à la durée de la paix de Campo-Formio, et dans la prévision d'une reprise prochaine des hostilités avec l'Allemagne, on voulait, par l'occupation de la Suisse, assurer les communications des armées du Rhin et d'Italie, ménager aux troupes françaises une route facile et courte entre le Rhin et les Alpes pour arriver sur le Haut-Danube, en tournant les défilés de la Forêt-Noire. Point de vue faux, comme le montrait déjà Carnot, comme l'a prouvé depuis le général Jomini; car si l'on obtenait ainsi un avantage momentané pour l'attaque, on étendait et affaiblissait considérablement la ligne de défense; mais point de vue tout français, que l'expérience n'a peut-être pas encore conduit à abandonner.

En second lieu, une raison politique. Le Directoire voulait s'entourer d'une ceinture de républiques amies, ses satellites, dotées d'une « liberté qui pût convenir à la France <sup>(1)</sup>, » et dont celle-ci eût la facilité de « se servir <sup>(2)</sup>. » Dans ce plan, réalisé déjà en partie par la formation des républiques batave, ligurienne et cisalpine, devait rentrer nécessairement la Suisse.

Enfin, ces raisons qu'on appelle mesquines, accessoires, et qui n'en jouent pas moins un rôle considérable dans les plus grands événements, contribuaient à affermir le Directoire dans ses projets. Ses caisses étaient vides; pas d'argent pour payer les troupes et subvenir à des expéditions lointaines: plusieurs cantons suisses, en revanche, passaient pour riches; Berne, en particulier, possédait un magnifique arsenal, un trésor de trente millions, disait-on. . . . . La haine personnelle du directeur Reubell contre Berne ajoutait au poids de tous ces motifs, et le général Bonaparte, dont l'influence était décisive, poussait vivement à l'invasion.

Déjà en décembre 1797, des troupes françaises avaient envahi l'Erguel et s'étaient avancées jusqu'à Bienne. Au mois de janvier de

(<sup>1</sup>) *Correspondance de Brune*, n° 171.

(<sup>2</sup>) *Ibid.*, n° 210.

l'année suivante, une division de l'armée d'Italie, sous les ordres du général Ménard, établit ses cantonnements dans le pays de Gex et en Savoie. Aussitôt le peuple vaudois se soulève ; la mort de deux hussards, tués par les paysans de Thierrens, qu'ils avaient provoqués à coups de sabre, fournit aux Français l'occasion désirée et peut-être cherchée. Ménard arrive à Lausanne avec sa division, et porte rapidement son avant-garde jusqu'aux frontières bernoises. Certains indices donneraient à penser qu'on attendait de lui davantage, qu'il devait pousser sa pointe jusqu'à Berne et terminer la campagne par un coup hardi. Mais le général français, ne se sentant pas en force, incertain des dispositions du pays occupé, trouvant son adversaire mieux en mesure qu'il ne le supposait, s'en tint là et prit position. Telle était la situation dans les premiers jours de février 1798.

## II

Contre une armée débouchant du pays de Vaud et des défilés du Jura, le plateau dont Berne est le centre présente une espèce de redoute naturelle, formée par trois des côtés d'un quadrilatère irrégulier. A l'ouest se trouve la face principale, au nord et au sud sont les flancs. Trois rivières, qui se jettent l'une dans l'autre, servent successivement de fossé à cette grande redoute. Au midi, sortant des montagnes du Simmenthal, la Singine ; à l'ouest, la Sarine et l'Aar ; l'Aar aussi au nord. D'un accès difficile, les deux premières, par leur lit encaissé, la dernière en outre par la profondeur des eaux et la rapidité de son cours, ces rivières n'offrent guère que six passages, tous faciles à défendre. Neueneck d'abord au sud, puis Laupen au coude, entre le sud et l'ouest ; à l'ouest, la formidable position de Gumminen et celle d'Arberg ; à peu près au coin entre l'ouest et le nord, dans un angle rentrant de l'Aar, Buren ; enfin, au nord, Soleure. A partir d'Arberg, une chaîne de collines courant de l'ouest à l'est coupe en deux le plateau, pour rejoindre au Grauholz les derniers contreforts des montagnes de l'Emmenthal. On pouvait considérer cette ligne comme formant au nord le dernier boulevard de la capitale, comme une sorte de réduit.

Cet ensemble constituait une excellente base de défense et d'opérations. Les Bernois, cependant, pour ne laisser dégarnie aucune portion de leur territoire et ne pas se retirer dès l'abord dans leurs derniers retranchements, en dépassèrent les limites. Dans le but de couvrir Soleure, ils avaient passé l'Aar, et tenaient en outre la ligne de la Thièle, de Buren à Nidau. De là, bien que la neutralité du pays de Neuchâtel garantit en bonne partie leur face principale, leurs can-

tonnements s'étendaient jusqu'à Cerlier, pour arrêter un coup de main parti de Neuveville, et jusqu'à Sugy, pour défendre la basse Broie. Enfin, le soin de protéger Fribourg leur avait fait occuper cette ville et Morat.

Ainsi étendue, la position formait un vaste demi-cercle au centre duquel se trouvait Berne, et dont les clefs étaient Fribourg et Soleure. Ces deux villes ouvraient sur Berne la route la plus courte et la plus facile; Soleure, en outre, donnait par un beau pont le passage de l'Aar. De bonne heure aussi l'attention des généraux français se dirigea sur ces points; cependant le commandant en chef, éloigné, connaissant imparfaitement les lieux, ne comprit que tard l'importance capitale de Soleure.

Les troupes françaises, sans communications entre elles, étaient postées au nord-ouest et au sud-ouest de la position. Celles qui avaient envahi l'Erguel, d'abord peu nombreuses, mais renforcées dans le courant de février par 12,000 hommes de l'armée du Rhin, se trouvaient en ligne dès le 13 du mois. Au moment de l'attaque, les Français comptaient sur ce point, autour de Bienne, 23 bataillons, 18 escadrons, de l'artillerie, entr'autres de l'artillerie légère, en tout 15 à 16,000 hommes, sans compter les corps détachés et les réserves. Le général de division Schauenbourg, Lorrain, vieil officier prudent et énergique, habile tacticien, commandait ces troupes. Noble de naissance, suspecté par conséquent d'aristocratie, Schauenbourg se montra en effet, malgré la brusquerie des dehors, moins dur pour les Bernois que son supérieur.

Au sud-ouest, c'est-à-dire à Avenches et à Payerne, se trouvait le gros de l'armée qui avait envahi le Pays-de-Vaud. Obligée d'occuper une vaste étendue de terrain, d'Aigle à Yverdon, cette armée ne comptait guère au commencement de février, que quelques mille hommes en ligne, sans cavalerie ni artillerie. Mais les renforts qu'elle reçut, la formation de bataillons vaudois, la portèrent à peu près à la même force que celle de Schauenbourg. Ménard, envoyé en Corse, avait été remplacé le 4 février par le général de division Brune, investi du commandement en chef. Brune passait pour un bon militaire; mais, formé à l'école des jacobins, il entendait encore mieux l'art des révolutions. Adroit, rusé, sans scrupule, peu l'égalaient dans l'art d'amuser ses adversaires par de belles paroles, de les miner par l'intrigue, en attendant l'heure opportune de se démasquer soudain et de frapper un coup décisif. Sa politique, plus que ses armes, vainquit les Bernois.

Berne pouvait opposer aux troupes françaises une armée de 30 à 35,000 hommes, en y comprenant les renforts arrivés de quelques

cantons. Mais cette armée occupait une ligne de 40 lieues environ, des Ormonts jusqu'au-delà d'Aarau ; un bon nombre des bataillons de réserve, qui auraient dû la compléter, ne furent pas même levés, et les troupes auxiliaires des Confédérés, ayant ordre de se tenir strictement sur la défensive, se tinrent en réalité à distance du feu. L'effectif des troupes en face de l'ennemi, sans compter le corps placé dans les Ormonts, dont nous ne parlerons pas, se composait de trois divisions.

A Morat et environs, sous le commandement du général-major d'Erlach de Hindelbank, se trouvait la première division, forte de plus de 5000 hommes, infanterie, carabiniers et dragons, avec 26 pièces de divers calibres, surtout de 4 liv. Environ 2200 Bernois et Fribourgeois, occupant la ville de Fribourg, couvraient son flanc gauche.

La seconde division, ou division du Seeland, avait ses cantonnements le long de l'Aar et de la Thièle, de Buren à Nidau, puis sur les bords du lac de Bienne, pour revenir de là vers Aarberg, où elle se rejoignait à la précédente. Elle comptait plus de 6000 Bernois, avec 37 pièces de canon, sous les ordres du quartier-maître-général de Graffenried. Environ 3000 Confédérés de Zurich, Uri, Schwytz, Glaris, Appenzell, postés en arrière, formaient la réserve.

La troisième division, commandée par le général de Buren, et destinée à couvrir Soleure, ainsi que les passages du Jura, ne comptait que 3000 hommes avec 18 pièces de canon. Les troupes de Soleure, 2000 hommes tout au plus d'effectif, auraient dû la renforcer, et en arrière, à Herzogenbuchsée et Langenthal, se trouvaient pour la forme 1500 Lucernois et Unterwaldiens.

Pour le nombre, la force physique et le courage, cette petite armée pouvait encore se faire respecter ; mais sa valeur militaire était bien faible vis-à-vis de soldats aguerris. Au lieu d'exercer les troupes depuis l'explosion de la révolution française, d'utiliser les hommes des anciens régiments suisses pour la formation de bons cadres, le gouvernement de Berne, comme ceux des autres cantons, avait négligé tout préparatif. La milice, rarement réunie, avait encore plus rarement fait campagne ; elle n'entendait rien au service de sûreté. Le défaut de silence dans les rangs, d'attention, d'obéissance, la rendait incapable d'exécuter les manœuvres les plus simples. Les soldats ne connaissaient guère leurs officiers, ni les officiers la troupe ; la plupart de ceux-ci, patriciens et bourgeois de la ville, parlaient français entre eux, ce qui devait les rendre suspects ; ils abandonnaient leurs hommes à eux-mêmes et à toutes les influences du dehors. La cavalerie, très incomplète, ne se distinguait que par son indiscipline ; une

bonne moitié des dragons n'étaient pas maîtres de leurs chevaux, dont beaucoup, de même que ceux du train, n'avaient jamais entendu le feu. En revanche, les cinq compagnies de carabiniers et l'artillerie pouvaient être regardées comme d'excellentes troupes; elles firent leurs preuves durant la campagne. Pour les travaux du génie, on manquait de soldats et surtout d'officiers; il eût été facile d'ajouter aux fortifications de Soleure, de construire quelques ouvrages aux points menacés; rien, ou à peu près rien ne fut même entrepris. Quant au commissariat, il n'en était, pour ainsi dire, pas question. Partout le désordre, l'inexpérience; si beaucoup d'officiers avaient servi, ils ne savaient sortir de leurs habitudes de garnison; un petit nombre seulement, même parmi les supérieurs, montraient un véritable talent ou l'instinct militaire. Des jalousies les divisaient; les plus âgés refusaient de se soumettre aux plus jeunes. Pas de commandement suprême qui pût les rallier.

Cependant, malgré tous ces éléments de défaite, il eût été encore possible d'obtenir de beaux résultats. L'esprit de la troupe, au début de la campagne, était excellent; les soldats, animés d'une haine profonde contre les Français, avaient confiance et ne demandaient qu'à se battre. Une attitude énergique, l'offensive, avant que les renforts ennemis fussent arrivés, et un premier succès changeait la face des affaires. La position des Bernois, placés entre deux corps ennemis qui ne pouvaient communiquer entre eux, leur permettait de réunir le plus grand nombre de leurs troupes contre l'une des divisions françaises, de l'écraser avant que l'autre s'en doutât, et de se retourner ensuite contre la seconde. On n'y songea pas: les chefs militaires avaient pour système de vouloir garder tous les points à la fois. D'ailleurs, l'hésitation dans la conduite de la guerre tenait avant tout à des causes politiques.

### III

Deux opinions, en effet, se partageaient le conseil souverain ou Deux-Cents de Berne. Ce corps, qui se complétait lui-même tous les dix ans, lorsque la mort avait enlevé à peu près le tiers de ses membres, avait vu la promotion de 1795 amener dans son sein un bon nombre d'hommes à idées nouvelles. En soi, certes, ce n'était point un mal: plusieurs des jeunes conseillers, au moment du danger, se montrèrent décidés et énergiques; mais leur entrée avait désorganisé l'ancienne majorité, sans en reformer une nouvelle, et un certain nombre, unis à de plus âgés, commirent la faute de vouloir discuter en face de l'ennemi. Au fond, le principe inspirateur de ces hommes

était la faiblesse, qui sait toujours se payer de raisons plausibles : ils se persuadaient que la France n'en voulait qu'aux formes politiques de leur patrie, et se flattaient de maintenir la paix à force de concessions. A la tête de ce parti se trouvait l'ancien trésorier Albert Frisching, homme de grandes connaissances et d'une capacité supérieure, adroit, éloquent, mais plus diplomate qu'homme d'Etat, jaloux, disait-on, de l'avoyer Steiguer, un de ces hommes, en un mot, qui saisissant promptement les divers côtés des choses, en oublient souvent les plus simples et les plus grands. Parmi les conseillers de son parti, quelques-uns, comme le colonel Tillier et l'avocat Bay, semblent avoir été plus loin que la simple faiblesse. Ils firent, du moins, leur possible pour répandre dans les esprits l'inquiétude et la confusion.

Le parti de la résistance avait pour chef l'avoyer Nicolas-Frédéric de Steiguer, vieillard de 69 ans, infirme et malade, mais en qui l'énergie de l'âme remplaçait la force du corps. Steiguer, à la figure maigre, sévère, aux formes raides et aristocratiques, était au fond moins aristocrate que Frisching. Grand cœur, intelligence droite et pénétrante, il sentait la nécessité des réformes et les voulait profondes ; mais il pensait qu'avant tout il fallait songer à sauver la patrie. Le génie de l'ancienne Rome, qui jadis avait inspiré Berne, revivait tout à cette heure dans le vieil avoyer.

Autour de lui se groupaient une centaine d'hommes énergiques : le parti de la paix l'emportait par le nombre et triomphait à l'ordinaire dans les décisions, sauf quand une circonstance inattendue reveillait dans les esprits flottants un reste de vigueur. Déjà le 26 janvier on avait décidé d'adjoindre au Grand Conseil 52 délégués des villes et de la campagne, et Steiguer avait dit à cette occasion : « Si cette mesure ne nous sauve, certainement elle nous tuera. » Néanmoins l'événement sembla d'abord devoir démentir cette prévision funeste ; les excellentes dispositions de la plupart des délégués auraient fait du bien plutôt que du mal, si le parti de la paix avait pour le moment borné là ses concessions. Malheureusement, une fois sur la pente de la faiblesse, il est bien rare de ne pas glisser jusqu'au bas.

(A suivre.)

---